Entretien directif avec Charlie Mballa

Interview With Charlie Mballa

René N'Guettia Kouassi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5723>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.5723

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

René N'Guettia Kouassi, « Entretien directif avec Charlie Mballa », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 04 avril 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5723> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5723>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Entretien directif avec Charlie Mballa

René N'Guettia Kouassi

Directeur des Affaires Economiques de la
Commission de l'Union africaine (CUA).

L'UA a donné une nouvelle perception, voire une nouvelle image de l'Afrique.

Charlie Mballa : *La mondialisation et la continentalisation semblent avoir imposé l'intégration comme une voie nécessaire au développement. Quelle est votre appréciation des efforts de l'Afrique pour parler d'une seule voix dans la diplomatie mondiale?*

René N'Guettia Kouassi : L'intégration s'impose, de nos jours, comme une voie nécessaire, mais aussi incontournable pour toutes les régions du Monde. L'Afrique ne peut donc pas se soustraire à cette logique quasi-universelle. C'est pour cette raison que le continent, depuis les années 60 a multiplié une série d'initiatives pour parler d'une seule et même voix et pour marcher d'un même pas. Au nombre de ces nombreuses initiatives figurent principalement : a) L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) créé le 25 Mai 1963; b) Le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos adoptés en 1980; c) Le Traité d'Abuja, adopté en 1991 et entré en vigueur en 1994 après une large ratification des États Membres; d) La Déclaration de Sirte adoptée en Septembre 1999; e) L'acte Constitutif de l'Union africaine adopté par le Sommet de Lomé en 2000; f) L'adoption de l'Union africaine et du NEPAD comme son Programme phare par le Sommet de Lusaka en 2001; g) L'adoption de « l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons » par le Sommet d'Addis Abeba en 2015.

Toutes ces Initiatives adoptées à des périodes variées pour répondre à des exigences du moment symbolisent la volonté politique des leaders africains d'accélérer l'intégration économique et politique du continent et, par ricochet, lui conférer une voix, à la fois, crédible et audible dans le concert des Nations.

CM : *Quelles sont, d'après vous, les ressources que le continent africain a su mobiliser pour accroître son poids politique lors des négociations internationales et assurer une meilleure défense de ses intérêts?*

RN'K : Tout dépend s'il s'agit des ressources financières ou des ressources humaines. S'il s'agit des ressources financières, il faut admettre que l'Afrique connaît encore un déficit abyssal en besoins de financement. Ses économies ne lui permettent pas encore de mobiliser des ressources domestiques substantielles, suffisantes et pérennes lui permettant de se soustraire à la dépendance de l'extérieur. Les pays africains, dans leur quasi-totalité, sont tributaires des apports extérieurs. Pour ce qui est des ressources humaines, force est de reconnaître que le continent ne dispose pas encore d'une masse critique conséquente pour engranger des victoires sur le front des négociations internationales. Ici, si certains pays jouissent de capacités réelles dans les négociations internationales, d'autres par contre, particulièrement les pays post-conflits, souffrent de pénuries criardes en ressources humaines pour conduire lesdites négociations.

De toutes les façons, ce qui compte en matière de poids dans les négociations internationales, c'est plutôt les facteurs comme : le poids dans l'économie mondiale, la capacité de financement, la possession de l'arme nucléaire. Et quand un continent comme l'Afrique est dépourvu de tous ces facteurs, l'on doit comprendre que sa voix est moins audible sur le plan de la diplomatie internationale.

CM : *Quel bilan tirez-vous des efforts de l'UA pour corriger les disparités entre les États en matière de politique publique, lorsque l'on considère les nombreuses lacunes dans les domaines de services sociaux et de santé, domaines essentiels qui posent de sérieux défis à la stabilité des États et à la sécurité transfrontalière et régionale?*

RN'K : Il faut souligner qu'en Afrique les politiques publiques dépendent de la souveraineté de chaque État. Aujourd'hui, en dépit de l'avènement de l'Union africaine, les pays restent indépendants

et souverains. La commission de l'UA, organe exécutif de l'Union (jouant le rôle de son secrétariat) n'a pas de pouvoir exécutif lui permettant de contraindre les pays à mettre en œuvre les décisions prises par les organes de décisions. Par conséquent, faute de décisions contraignantes, la Commission de l'UA ne fait que faire des recommandations, voire des suggestions aux États pour les aider à élaborer leurs politiques publiques ou leurs programmes de développement. Ainsi en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, de mobilisation de ressources financières domestiques, etc. la Commission envoie des signaux vers les États en termes de recommandations, libre à eux de les appliquer ou pas.

CM : *Quelles sont les politiques de l'UA pour s'assurer de l'insertion de ses stratégies d'intégration dans le système politico-juridique des États membres?*

RN'K : Comme je viens de le souligner dans la question précédente, la Commission de l'UA ne peut user que de plaidoyers et de persuasions pour amener les États membres à mettre en œuvre ses recommandations y compris celles relatives au système politico-juridique. Les initiatives évoquées plus haut visent à booster l'intégration économique et politique du continent. Les organes comme le parlement panafricain, localisé à Johannesburg (Afrique du Sud), la Cour de Justice à Arusha (Tanzanie), la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à Banjul (Gambie), le Conseil de paix et de sécurité à Addis Abeba (Éthiopie), etc., militent en faveur de cette intégration. Il en est de même pour la Charte africaine des droits de l'Homme, de la Démocratie et des Élections qui est déjà en vigueur à la suite d'une large ratification par les États membres, qui, entre autres, contribue à positionner durablement les pays sur la voie d'une véritable démocratie. Ici encore, les initiatives fleurissent. Mais là où le bât blesse, c'est le déficit de leur mise en œuvre effective.

CM : *Une « politique étrangère africaine » est-elle envisageable pour 2063? Comment voyez-vous les réalisations d'étapes à accomplir?*

RN'K : Une « politique étrangère africaine » est-elle envisageable en 2063? C'est la finalité de « l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons » à laquelle je faisais allusion plus haut. La volonté politique pour y arriver est affichée. La Déclaration d'Accra de 2007 a déjà indiqué le modèle de l'intégration africaine. Elle indique clairement que le choix de l'Afrique c'est construire, voire de bâtir « les États-Unis d'Afrique ». L'Agenda 2063, qui intègre le Traité d'Abuja, lève le voile sur quelques aspects de son contenu et indique son horizon temporel. Ceteris

paribus, si cet Agenda est effectivement traduit dans la réalité, l'Afrique pourrait disposer d'une politique étrangère unique. Il faut retenir que l'Agenda 2063 vise à concrétiser la vision de l'Union africaine à savoir : « Une Afrique intégrée, unie et prospère, gérée par ses filles et ses fils et qui joue un rôle majeur dans la cogestion des affaires planétaires ».

CM : *Quel parallèle faites-vous entre le passage de l'OUA à l'UA et les approches de coopération internationale au développement? Où situez-vous les évolutions éventuelles et comment les expliquez-vous?*

RN'K : L'avènement de l'UA a provoqué de profondes mutations dans la coopération internationale au développement avec le reste du monde, particulièrement avec les pays développés. L'OUA était perçue comme une organisation politique qui avait déjà accompli la tâche qui lui avait été assignée, notamment, la libération totale du continent du joug de la colonisation, la lutte contre le régime raciste et ségrégationniste de l'apartheid et amorcer le développement économique et social de l'Afrique. Pendant toute la période couverte par l'OUA, les grandes puissances percevaient l'Afrique comme un continent composé d'États divisés, cloisonnés à l'intérieur des frontières de micro-États. Elles ont donc privilégié les relations bilatérales avec ces États. Une telle approche a significativement changé avec l'avènement de l'UA. L'UA a donné une nouvelle perception, voire une nouvelle image de l'Afrique. Car la dynamique de sa création et les projets intégrateurs qu'elle incarne, ont conduit les partenaires au développement de l'Afrique à ajuster leur approche de coopération. Dans cette perspective l'UA est vue comme une entité globale qui constitue un partenaire incontournable pour, non seulement traiter avec les pays, mais encore pour négocier les questions essentielles comme dans le cas des négociations commerciales, des mutations au sein des institutions de Breton Woods et de la transformation du système des Nations Unies.

CM : *L'Afrique est souvent considérée comme une mosaïque de cultures (langues et traditions parfois hétérogènes), justifiant même l'évocation des "Afriques". Cette hétérogénéité culturelle n'est-elle pas un défi majeur pour toute entreprise d'intégration? Comment l'UA adresse-t-elle ce défi?*

RN'K : La pluralité culturelle est bien une réalité en Afrique. C'est une réalité enrichissante. L'Afrique est riche de ses langues, de ses ethnies, de ses tribus, de ses danses... Cette pluralité n'est pas un handicap. Elle est plutôt un immense atout pour le continent. Les faux clichés dépeignant ces valeurs et

largement diffusés pour servir des agendas inavoués les identifient comme des obstacles à l'entreprise de l'intégration du continent. Pour l'UA, la pluralité culturelle doit plutôt constituer un socle sur lequel il faut bâtir l'Afrique de demain; celle de 2063 dans laquelle les africains recouvriront leur dignité, leur pleine souveraineté, la disposition totale de leurs ressources naturelles, et compétiront à armes égales avec les citoyens du reste du monde. L'UA à travers l'Académie africaine des langues (ACALAN) basée à Bamako (Mali) tente de valoriser les langues africaines pour en faire de véritables outils d'éducation et de développement.

CM : *Quelle convergence trouvez-vous entre les stratégies d'intégration africaine et l'attrait exercé par « l'émergence » comme paradigme de développement de l'Afrique?*

RN'K : « L'émergence » comme nouveau paradigme de développement n'est pas en contradiction avec le processus d'intégration en Afrique. Aujourd'hui tous les pays africains, pris individuellement, visent l'émergence économique à des échéances diverses et variées. D'une part, on peut dire que si tous les pays arrivent à l'émergence, c'est le continent tout entier qui devient, de facto, émergent. D'autre part, si les grands pays du continent parviennent à l'émergence, cela produira un effet induit important sur les autres pays.

Par ailleurs, il faut souligner que la propension à l'émergence va exiger que certains projets intégrateurs soient mis en œuvre dans la dynamique de la mutualisation des efforts. C'est le cas des projets liés aux infrastructures et à l'énergie. En cette matière, certains projets générateurs de croissance ne peuvent voir le jour que dans une dynamique de mutualisation d'efforts à l'échelle régionale et continentale.

Somme toute la manifestation du « paradigme de l'émergence » et la mise en œuvre des politiques d'intégration sont mutuellement complémentaires et intimement liées.

CM : *Quelles sont, d'après votre lecture, les handicaps majeurs à l'intégration africaine? Et comment peut-on les endiguer?*

RN'G : Aujourd'hui l'intégration n'a pas d'alternative crédible en Afrique. « L'Afrique doit s'intégrer ou disparaître » est-on tenté de conclure. Et pour cause. Aucun pays pris individuellement ne peut relever les défis de la mondialisation qui s'impose à tous les continents, à tous les pays comme une donnée. Il a été souligné plus haut que l'Afrique s'est dotée de plusieurs initiatives pour s'intégrer économiquement et politiquement. Or que constate-t-on? Une

analyse de proximité des résultats acquis après plusieurs décennies de tentative d'intégration fait apparaître des difficultés au nombre desquelles figurent principalement celles qui suivent: la persistance de la souveraineté des États, la pénurie de financement, la pauvreté des infrastructures de base, les conflits armés inter et intra-États, l'instabilité politique et sociale, la multi-appartenance des pays aux Communautés Économiques Régionales (CER), etc. On le voit bien, les obstacles sont nombreux. Toutefois l'Afrique n'a pas le choix. Elle doit impérativement réussir son intégration sans laquelle elle restera confinée dans le cul-de-sac de la pauvreté et de la misère. Alors que faire pour surmonter ces multiples obstacles?

Pour ma part je pense que les solutions sont légion. Et chacun peut apporter les siennes en fonction de sa vision sur le continent africain. Quant à moi, je crois que les dirigeants africains doivent tout mettre en œuvre pour traduire dans les faits toutes les décisions prises liées aux projets intégrateurs. Ensuite le continent doit trouver en son sein tous les leviers du financement de ses économies. Ici l'aide extérieure ne doit pas se substituer aux ressources domestiques; elle doit plutôt constituer un appoint. En outre, les pays doivent, au nom de l'intégration, accepter d'aliéner une partie ou tout de leur souveraineté en s'inscrivant dans la dynamique de «partage de souveraineté ». De même, l'Afrique doit se développer avec les idées africaines et non avec celles conçues ailleurs. Enfin l'Afrique doit profondément transformer ses économies par la voie de l'industrialisation.

* Pour des informations complémentaires, Voir : Kouassi N. R (2015) : L'Afrique, un géant qui refuse de naître.- La solution c'est de tout reprendre à zéro, Ed. L'Harmattan, Paris.